

Conférence nationale du PCF
21-22 octobre 2006

Roger Martelli

Rassemblement et communisme

Nous allons nous trouver dans une des phases les plus délicates de notre histoire. Rien ne servirait de nous cacher que nous avons été très affaiblis au cours des dernières années. Ce qui est en jeu, désormais, c'est le maintien d'une présence significative du fait communiste dans l'espace politique et institutionnel français. Si nous subissions un nouvel affaiblissement en 2007 et si, de ce fait, notre enracinement départemental et local s'étiolait un peu plus, ce serait d'une gravité sans précédent pour nous, mais au-delà pour les catégories populaires et le mouvement démocratique. Que se serait-il passé si les squatters de Cachan n'avaient pu bénéficier de l'aide des élus communistes locaux et du poids du Conseil général ? Il est donc crucial d'éviter un nouveau et irrémédiable recul.

Mais nous n'y parviendrons que si nous pouvons nous appuyer sur une dynamique de rassemblement. Nous avons une chance extraordinaire : en 2005, une majorité de gauche s'est rassemblée, sur une ligne de critique du libéralisme ouvert de la Constitution européenne ; depuis cette date, l'aspiration à prolonger ce vote dans des élections nationales n'a pas cessé de s'affirmer. Cela s'exprime aujourd'hui, dans des collectifs unitaires qui sont ce qu'ils sont, qui ne sont pas le sommet souhaité de la mobilisation, mais qui sont un espace reconnu, encourageant et au plus haut point utile. Si nous nous écartions un tant soit peu de cette dynamique, si nous nous engageons dans des choix qui au final seraient perçus comme nous mettant en extériorité par rapport au processus, alors nous serions durement pénalisés. Alors nous laisserions le champ libre, à gauche, entre les deux choix également désastreux du vote utile et du vote protestataire de témoignage.

Il n'y a donc pas pour nous d'autre possibilité que de pousser jusqu'au bout le processus unitaire engagé. Que notre offre politique soit retenue ou qu'elle ne le soit pas, c'est dans la poursuite de ce processus que se trouve aujourd'hui la capacité de relance du communisme français. Quelle que soit la charge positive que cela recèle, une candidature qui ne serait voulue que par nous ou qui serait perçue comme celle du seul PCF serait vouée à l'échec. Et l'échec risquerait de se répercuter sur nos positions territoriales dans les conseils généraux et les conseils municipaux. Ce n'est pas être défaitiste que de l'imaginer. Et c'est du bon sens politique que de se dire que nous serions alors doublement pénalisés. Parce que nous n'aurions pas fait tout pour préserver ce qui nous reste de patrimoine, et parce que nous serions passés à côté de la possibilité formidable, ouverte en 2005 : écorner sérieusement l'hégémonie du social-libéralisme sur la gauche française. Choisir la voie prioritaire d'une candidature du rassemblement, qu'elle soit ou non celle que nous proposons, ce n'est pas affaiblir l'affirmation et a fortiori l'identité d'un communisme dont l'utilité politique perçue a toujours été inséparable de la qualité du rassemblement auquel il avait décidé de lier son destin.

Notre offre politique pour la présidentielle doit donc s'accompagner de l'affirmation nette, adressée aux collectifs et à tout le pays, que nous n'avons pas d'autre stratégie, pour que la gauche gagne, que le rassemblement des antilibéraux ; que nous n'envisageons pas de candidature qui se situerait en dehors de ce rassemblement.

Et pour que les choses soient claires, mieux vaut que les communistes disent ensemble cet engagement ; mieux vaut qu'il soit porté directement sur le bulletin

de vote soumis aux communistes.